

MPC – MIGRATION POLICY CENTRE

Co-financé par l'Union Européenne

La crise syrienne et ses répercussions: les réfugiés à l'intérieur et à l'extérieur

Salam Kawakibi

MPC Rapport de recherche 2013/02

EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE, FLORENCE
ROBERT SCHUMAN CENTRE FOR ADVANCED STUDIES
MIGRATION POLICY CENTRE (MPC)

**La crise syrienne et ses répercussions :
les réfugiés à l'intérieur et à l'extérieur** Title

SALAM KAWAKIBI

Politologue syrien

MIGRATION POLICY CENTRE (MPC)
RAPPORT DE RECHERCHE, MPC RR 2013/02
BADIA FIESOLANA, SAN DOMENICO DI FIESOLE (FI)

© 2013, European University Institute
Robert Schuman Centre for Advanced Studies
Migration Policy Centre (MPC)

Ce texte ne peut être téléchargé et imprimé, en un seul exemplaire, que pour un usage strictement personnel et non collectif.

Toute autre reproduction, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, est interdite sans l'autorisation écrite préalable du Robert Schuman Centre for Advanced Studies.

Les demandes d'autorisation doivent être adressées à : migration@eui.eu

Dans les citations et références, ce texte doit être mentionné comme suit :

Salam Kawakibi, La crise syrienne et ses répercussions : les réfugiés à l'intérieur et à l'extérieur, série : "MPC RR 2013/02",

Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI):
Institut universitaire européen, 2013.

Les opinions exprimées dans cette publication ne peuvent en aucun cas être considérées comme reflétant la position de l'Union européenne

Institut universitaire européen
Badia Fiesolana
I – 50014 San Domenico di Fiesole (FI)
Italie

<http://www.eui.eu/RSCAS/Publications/>
<http://www.migrationpolicycentre.eu/Publications/>
<http://cadmus.eui.eu/dspace/index.jsp>

Le Migration Policy Centre (MPC)

Mission

Le Migration Policy Centre à l'Institut Universitaire Européen de Florence mène des recherches poussées sur les migrations internationales afin de répondre aux besoins de gouvernance de la migration au niveau européen, allant du développement, de la mise en œuvre et du suivi des politiques migratoires à l'évaluation de leur impact sur l'ensemble de l'économie et de la société.

Logique

Les migrations constituent à la fois une opportunité et un défi. Alors qu'elles peuvent favoriser, lorsqu'elles sont bien gérées, le progrès et le bien-être dans les pays d'origine – ainsi que dans les pays de destination –, leur mauvaise gestion peut mettre en danger la cohésion sociale, la sécurité et la souveraineté nationale. L'élaboration de politiques saines en matière de migration et dans les domaines connexes doit être fondée sur la connaissance, mais la construction de la connaissance doit de son côté aborder les priorités politiques. Les migrations évoluant rapidement, la connaissance doit être mise à jour en permanence. Etant donné que les migrations relient chaque pays au reste du monde, leur étude exige une coopération innovante entre les chercheurs du monde entier.

Le MPC conduit de la recherche sur le terrain ainsi que de la recherche documentaire, toutes deux solides scientifiquement et pertinentes d'un point de vue politique, non seulement au niveau européen, mais également au niveau mondial, avec pour cible les décideurs politiques et les politiciens. Cette recherche fournit des instruments pour relever les défis posés par les migrations : 1) en produisant de la recherche orientée vers les politiques sur les questions de migration, d'asile et de mobilité en Europe et dans les pays situés le long des routes migratoires vers l'Europe, qui sont considérées comme des priorités ; 2) en rapprochant la recherche de l'action en fournissant aux décideurs politiques et autres parties prenantes les résultats exigés par des décisions politiques fondées sur les faits, ainsi que les méthodologies nécessaires pour répondre aux besoins de gouvernance de la migration; 3) réunissant chercheurs, experts, décideurs politiques et penseurs influents dans le but d'identifier les problèmes, de rechercher leurs causes et leurs conséquences, et de trouver des solutions politiques.

La recherche du MPC inclut un programme de base et plusieurs projets, la plupart d'entre eux financés par l'Union européenne.

Les résultats des activités exposées ci-dessus sont mis à disposition du public sur le site internet du projet : www.migrationpolicycentre.eu

Pour davantage d'informations:
Migration Policy Centre (MPC)
Robert Schuman Centre for Advanced Studies (EUI)
Via delle Fontanelle 19
50014 San Domenico di Fiesole
Italy
Tel: +39 055 46 85 817
Fax: + 39 055 46 85 770
Email: migration@eui.eu

Robert Schuman Centre for Advanced Studies
<http://www.eui.eu/RSCAS/>

Table des matières

Entre légitimité et révoltes	1
L'exception syrienne	2
Les réfugiés de la liberté	3
Les déplacés et les réfugiés, quel destin ?	5
Quelles perspectives et quels espoirs ?	7

En dépit de l'instabilité que la Syrie avait connue entre son indépendance en 1946, et son union avec l'Égypte en 1958, la société syrienne était très active politiquement et culturellement. Elle a tenté de bâtir les fondements de l'État nation.

Le 8 mars 1963, un coup d'État amène le parti Ba'ath au pouvoir et se traduit par un nouveau durcissement de l'autoritarisme de l'État, après celui imposé par le régime de l'union avec l'Égypte. Cette étape projette le pays dans une ère totalitaire. La vie politique a été confisquée pour « promouvoir le progrès et l'émancipation du peuple »¹.

Malgré les promesses de réformes économiques et les discours propagés sur l'assouplissement des mesures restrictives sur les pratiques politiques qui ont accompagné l'arrivée de Hafez al-Assad au pouvoir en 1970, les années suivantes ont été marquées par le renforcement du contrôle autoritaire de la vie publique, le renforcement du capitalisme d'État et le clientélisme au sein de l'appareil étatique en donnant lieu à l'établissement d'une corruption systémique. Le système politique est parvenu à encadrer toutes les composantes de la société avec des « organisations populaires » qui sont des organismes de contrôle, de canalisation et de redistribution des privilèges.

Entre 1979 et 1982, le pays a traversé une période de protestation pacifique et de violence armée. La répression sanglante réservée aux rebelles armés n'a pas épargné les contestataires.

Avec Bachar al-Assad, succédant à son père au pouvoir en 2000, les Syriens en quête de changement ont entrevu une lueur d'espoir. Seule une libération économique a été entreprise avec des retombées néfastes au niveau social. Après l'avortement du *Printemps de Damas* en 2001, une alliance de l'opposition s'est formée en 2005 sous le nom de la « *Déclaration de Damas pour le changement démocratique* » afin de promouvoir un changement par le dialogue. La réaction des autorités a été d'incarcérer ses initiateurs et de fermer les rares espaces de débats où les Syriens avaient réussi à établir une plateforme de dialogue national.

Entre légitimité et révoltes

Nombreux sont les régimes arabes qui ont vu leur domination absolue s'évaporer depuis l'éclatement de la révolte arabe à la fin de 2010. Auparavant, même si la plupart de ces régimes étaient le résultat d'un coup d'État, ils avaient conquis une certaine légitimité. Celle-ci découlait d'une participation à la lutte pour l'indépendance, ou d'un affrontement avec un ennemi extérieur, ou encore d'une idéologie développementaliste et d'une politique sociale modernisatrice.

Avec l'usure, ces pouvoirs se sont transformés en institutions répressives et ont inventé le système « sécuritocratique »². Dans cette logique, la société civile a été confisquée et transformée en appareil corrompu à l'instar du pouvoir. De plus, l'expression publique est devenue un crime de lèse-majesté. Les médias sont donc devenus muets et complices.

La nature de la légitimité du pouvoir en Syrie ne semblait pas différente de celle des autres régimes. Le pays avait construit cette « légitimité » en utilisant le conflit avec Israël et en instrumentalisant les minorités rassurées par un pouvoir fort. Enfin, la culture de la peur s'était enracinée dans une société traumatisée par les milliers de victimes et de détenus issus des contestations des années 1980.

Au lendemain de l'éclatement des mouvements contestataires en Tunisie, le pouvoir syrien n'avait perçu aucun danger. Il n'avait pas non plus réalisé que la vague de protestation avançait de pied ferme à l'ombre d'une économie défailante, une corruption systémique et des libertés politiques inexistantes.

¹ Exemples des slogans de la propagande officielle.

² <http://www.arab-reform.net/arab-securitocracies-and-security-sector-reform>

Devant les revendications multiples qui n'ont cessé de s'exprimer depuis l'an 2000, le pouvoir a souvent expliqué la lenteur des réformes politiques par la situation régionale et les menaces extérieures. Le Président Assad³ a même déclaré que son pays était « à l'abri des troubles », puisque le pouvoir était « proche de son peuple ». De plus, le régime parlait des progrès économiques réalisés en affichant des chiffres infondés. Le mutisme régnait face aux appels et aux mains tendues de l'opposition pour « rebâtir la confiance et construire des ponts de dialogue ».

L'exception syrienne

Depuis l'éclatement des protestations dans les pays arabes en décembre 2010, les observateurs ont commencé à s'interroger sur « l'exception syrienne » et sur les probabilités d'une imitation du phénomène révolutionnaire. Les analyses ont été presque unanimes sur le fait que le régime bénéficiait d'avantages qui le protégeaient d'une telle crise. Sa position géopolitique ainsi que sa gestion des différents dossiers au niveau régional et international lui donnaient auprès de certains observateurs un avantage imaginaire. Les analyses de la situation intérieure n'ont pas été négligées, mais leur impact et leur rôle dans l'éclatement des éventuelles protestations ont été sous-estimés en raison de décennies de stagnation et de « stabilité ». Cette analyse touche à sa fin.

La peur, qui s'était enracinée dans les esprits durant des décennies, a changé de camp. Les mouvements de protestation ont commencé par de petits rassemblements limités depuis février 2011. Des jeunes ont exprimé leur colère suite à des événements ponctuels. Ce fut notamment le cas de la manifestation des jeunes au cœur de la vieille ville de Damas, qui avait comme slogan « le peuple syrien ne saurait être humilié ! » et au cours de laquelle l'un d'entre eux fut molesté par un policier. Le ministre de l'Intérieur est allé à leur rencontre en les blâmant : « Vous n'avez pas honte ? Ce que vous faites est une manifestation ! ». Loin de l'esprit du pouvoir encore d'admettre qu'un jour des jeunes manifesteraient leurs besoins, soucis ou colère.

Le 18 mars, dans la ville de Daraa, au sud, suite à l'arrestation et la torture d'écoliers qui avaient osé écrire sur les murs de leur école des mots qu'ils ne cessaient pas d'entendre à la télévision provenant de Tunis ou du Caire : « à bas le régime ! », les protestations « timides » se sont transformées en mouvement massif. Depuis cette date-là, les manifestations n'ont pas cessé de se diffuser dans la majorité des villes et villages.

Avec l'embrassement de la situation, l'opposition a demandé aux autorités d'assumer « ses responsabilités (...) et adopter une position audacieuse et sage par rapport à la question de la transition démocratique (...) et cela par la voix d'un dialogue national (...) ». Pour rendre ce dialogue possible, la *Déclaration de Damas* a exigé la libération des prisonniers politiques, l'abrogation des lois d'urgences et le respect des libertés publiques et d'association. La réponse du régime n'a pas tardé à s'exprimer de la manière la plus violente possible en dénonçant les manifestations et en accusant les manifestants d'être manipulés par « les ennemis » de la Syrie.

Le Président syrien, après une période de confusion, a prononcé deux discours qui n'ont pas répondu aux attentes des contestataires assoiffés de réformes et de liberté. Ainsi, ses soutiens politiques régionaux et internationaux, comme la Turquie, le Qatar et la France, se sont rendu compte que leurs médiations pour l'apaisement avaient été complètement méprisées.

Le mouvement contestataire a adopté les mêmes outils, slogans et procédures que les mouvements contestataires précédents en Tunisie et en Egypte. Force est de constater le rôle crucial des réseaux sociaux en l'absence d'une couverture médiatique neutre. Toute la presse internationale a été éloignée de la scène. Il fallait que les opérations « correctives » se déroulent loin des regards.

³ *Wall Street Journal*, 31 janvier 2011.

L'unité nationale a été mise en avant par les manifestants face à la volonté du pouvoir de provoquer une dimension confessionnelle dangereuse pour la cohésion d'une société mosaïque. Opposer le slogan des manifestants : « Dieu, la Syrie et la liberté, c'est tout » à celui des supporteurs du régime : « Dieu, la Syrie et Bachar, c'est tout » traduit bien la volonté de remplacer les inspirations populaires à une liberté désirée depuis des décennies par la pérennité d'un système et ses symboles.

Au début du soulèvement populaire, les revendications étaient « mesurées » et liées aux exigences de démocratisation graduelle. Les manifestants n'ont pas cessé de réaffirmer que la volonté d'une vie libre n'émane en aucun cas d'une conjuration étrangère.

La volonté de dialoguer avec le pouvoir en place pour l'inciter à entamer des réformes existait bel et bien. Plusieurs issues ont été proposées par les opposants et par des intellectuels indépendants. Avec un entêtement du régime et en l'absence totale d'action politique, les exactions sécuritaires et militaires semblent être la voix préférée et le risque de voir des fissures sur une base communautaire s'amplifier.

Les Syriens qui ne craignent pas la division du pays s'organisent pour assurer une transition pacifique et progressive dans l'espoir que la violence cesse. Ils sont convaincus que leur avenir est attaché à leur union et à un Etat démocratique et laïc. Même si ce dernier point risque de créer des divergences entre les différents belligérants de la scène politique, ce problème sera résolu dans un cadre national de dialogue et de concessions réciproques. Les communautés religieuses ont déjà expérimenté le vivre ensemble dans l'histoire de ce pays.

Il était jusqu'à lors fréquent de lire qu'en Syrie, il n'y a pas d'opposition mais des opposants. Ce qui revenait à se méfier de l'absence d'action politique organisée capable d'assumer la transition en cas de départ de Bachar al Assad. Un présupposé qui inquiétait les observateurs, mais aussi une partie hésitante de la société syrienne. L'origine en est une méconnaissance de la réalité du mouvement contestataire. Il existe des passerelles qui relient ses différentes composantes de manière à dissiper les inquiétudes afin de démontrer la capacité de ce pays à assumer l'avenir.

Les réfugiés de la liberté

La gestion répressive de la crise a abouti 5 mois après ses débuts à l'émergence d'une opposition armée. Celle-ci résultait d'abord des nombreuses défections au sein de l'armée syrienne impliquée dans la tuerie. Les unités de la résistance armée ont ensuite été renforcées par des milliers de civils qui ont pris les armes afin de défendre leurs familles et leurs biens ou pour venger des proches qui ont succombé à la machine militaire et sécuritaire du régime.

La répression armée des contestations pacifiques et la militarisation de la résistance ont contribué à l'exode massif des villes les plus ciblées. Cet exode a pris plusieurs formes, liées en grande partie aux moyens dont disposaient les victimes. Dès lors, des milliers de civils qui habitaient les zones frontalières se sont réfugiés en Turquie, Jordanie, Liban et en Irak. On observa ainsi le départ des dizaines de milliers vers Chypre au large de la côté syrienne. Les premiers réfugiés provenaient des régions les plus touchées par les bombardements massifs et des incursions arbitraires des forces loyales. Ainsi, des millions de personnes ont été obligées de se déplacer d'un quartier à un autre ou d'un village à un autre ou d'une ville à une autre.

En ce qui concerne les départs vers l'extérieur du pays, la situation régionale des réfugiés syriens varie d'un pays à l'autre selon les problématiques du pays d'accueil.

Au Liban, il y a eu une répercussion des tensions syriennes sur la société libanaise entre pro et anti Assad. Ce phénomène s'amplifie avec l'instabilité des alliances politiques libanaises et l'impact économique, social et sécuritaire du conflit syrien sur la scène libanaise.

La présence des réfugiés représente un défi sécuritaire puisque les milices proches du régime syrien essayent d'intimider ou même de terroriser les réfugiés, notamment ceux qui sont actifs politiquement.

Le contrôle des forces paramilitaires en dehors de l'appareil d'Etat aide aussi à imposer des règles aux Syriens exilés au Liban.

De nombreux réfugiés se trouvent dans une situation précaire avec peu ou pas de ressources financières. Le Liban, qui prétend officiellement adopter une position neutre, refuse de mettre en place des camps de réfugiés et tend parfois à expulser des ressortissants syriens vers la Syrie, ce qui ne cesse de provoquer l'indignation des ONG.

Le gouvernement libanais évite d'installer des camps officiels mais cela n'empêche pas les campements clandestins, qui donnent lieu à une nouvelle forme d'exploitation : la tente est vendue entre 300 et 700 dollars ou est louée à 200 dollars par mois.

Un élan de solidarité se manifeste, mais celui-ci a tendance à prendre une dimension communautaire. Le risque d'instrumentalisation d'une telle crise humanitaire reste palpable au Liban.

A la différence du Liban, **la Jordanie**, où le nombre de réfugiés est estimé à 100 000, a mis en place des camps dans le désert. Une grande partie des réfugiés se trouve dans le camp Zaatari. Les conditions de vie y sont déplorables. De plus, les capacités d'accueil sont réduites et le pays n'est plus en mesure d'apporter l'aide appropriée aux réfugiés. La crise économique et l'instabilité politique jouent un rôle négatif dans la gestion de la question humanitaire, ce qui ne cesse de provoquer des tensions internes au sein du pays.

Comme ailleurs, les ressortissants syriens sont éparpillés dans les villes jordaniennes, ce qui impacte l'économie déjà souffrante de ce pays. Le gouvernement jordanien trouve dans l'affaire des réfugiés une « aubaine » pour solliciter davantage d'aide internationale. Une économie assistée telle que l'économie jordanienne a tendance à exploiter la situation dans les camps des réfugiés afin de lancer des appels à l'aide. C'est ainsi que l'augmentation des prix des fruits et des légumes entre juillet 2010 et juillet 2011 serait liée à l'arrivée des réfugiés, d'après le bureau central de statistiques à Amman⁴. En avançant cet argument, les responsables jordaniens négligent l'impact d'une augmentation mondiale des prix ainsi qu'une mauvaise gestion locale. Les prix dépendent de l'exportation des produits jordaniens vers les pays du Golfe et l'Irak et ceux-ci augmentent en l'absence des produits syriens.

En Turquie, les réfugiés, dont le nombre est estimé à 175 000, sont principalement accueillis dans les provinces de Hatay, Gaziantep, Kilis et Urfa. Le gouvernement turc paraît assumer la responsabilité de l'assistance, de l'abri et de la protection des réfugiés dans des camps. Les postes frontaliers sont provisoirement fermés par Ankara, qui semble vouloir attirer l'attention sur le fait qu'elle a atteint son seuil de tolérance. Les Syriens se trouvent bloqués à la frontière à plusieurs reprises avant de pouvoir passer. La Turquie parle aussi de la mise en place d'une zone tampon pour permettre de placer les réfugiés sur un territoire syrien sécurisé.

La situation se complique de plus en plus sur la scène intérieure pour le gouvernement turc. Une xénophobie qui camoufle un sentiment communautaire rejette la présence des réfugiés dans la région de Hatay, habitée majoritairement par les Alévies. Ces derniers accusent le gouvernement central de vouloir changer la composition démographique en implantant des « sunnites/Syriens » chez « eux ». Il était choquant de voir durant des manifestations hostiles à la politique d'accueil prônée par l'AKP trois portraits juxtaposés : Ali, le cousin du Prophète, Kamal Atatürk et Bachar al-Assad.

En revanche, le gouvernement n'autorisait qu'une seule association turque à être active sur le terrain de l'aide humanitaire dans les camps. Il s'agit du HHK, proche du courant politique de l'AKP. Malgré le bon travail de cette association en matière d'aide humanitaire, celle-ci a été impliquée dans le prêche religieux. Etant proche du courant conservateur, elle a profité de sa position privilégiée pour essayer de diffuser des enseignements religieux au sein des réfugiés.

⁴ http://www.dos.gov.jo/dos_home_e/main/archive/inflation/2012/CPI_sep.pdf

Avec l'aggravation de la situation humanitaire et l'afflux des réfugiés, le gouvernement a ouvert le champ aux différentes organisations nationales et internationales avec des restrictions relatives.

En marge de l'exil des personnes défavorisées vers les camps et de la classe moyenne vers les villes, il convient de souligner que des dizaines de milliers de Syriens ont pris le chemin de l'exode vers différents pays lointains en utilisant leurs moyens ou leurs économies. L'Europe a ainsi reçu des milliers de Syriens, notamment des activistes. En Egypte, on évoque le chiffre de 100 000 Syriens dans la région du Caire.

Les chiffres varient pour définir le nombre des réfugiés dans les différents pays. Les instances onusiennes ou les organisations humanitaires ne parlent que des réfugiés enregistrés auprès de leurs services. Cependant, des dizaines de milliers de personnes ne concrétisent pas cette démarche par ignorance ou par peur. Ainsi, certains Syriens évitent d'entamer une procédure qui leur semble très compliquée et bureaucratique. Si les organisations onusiennes⁵ évoquent des chiffres, c'est essentiellement dû à l'existence de camps établis sous leur autorité ou visités par leurs représentants. En revanche, d'autres organisations caritatives doublent les estimations, comme le fait Caritas pour le cas libanais⁶.

Les déplacés et les réfugiés, quel destin ?

A côté des centaines de milliers de réfugiés qui ont fui la Syrie pour se rendre dans d'autres pays, il y a également un grand nombre de déplacés au sein de la Syrie. La majorité des déplacés à l'intérieur de la Syrie se trouvent aujourd'hui dans les régions de Damas, d'Alep, Homs, Deir Ez-Zor et Idlib. Les chiffres augmentent progressivement. Nous pouvons parler d'au moins 5 millions de déplacés sur l'ensemble du territoire (sur 23 millions qui habitent le pays).

Dans la situation actuelle d'extrême violence contre la population civile, qui cible la destruction des maisons et affecte les provisions en aliments et en eau, qui sont systématiquement détruites, il existe aujourd'hui trois formes de déplacement intérieur:

- Les familles qui ont pu trouver un hébergement chez des amis ou des parents.
- Les familles qui ont un hébergement individuel gratuit ou payant dans des endroits mis à leur disposition. Ces hébergements sont le plus souvent insalubres. Il est fréquent de trouver plusieurs familles logées ensemble.
- Les familles dont l'hébergement est organisé dans les écoles et les bâtiments publics.

Il est important de signaler que beaucoup de familles ont été déplacées plusieurs fois.

Outre les conséquences sur **la santé et l'éducation**, qui touchent spécifiquement les enfants, la principale conséquence de ces déplacements provoqués par la violence consiste à développer les phénomènes de déstructuration ou de recomposition familiales. Auxquelles vient s'ajouter une augmentation de la violence au sein des familles résultant de la proximité, des tensions, des angoisses et des violences subies par les adultes.

Dans les deux situations, que ce soit celle des réfugiés dans les camps ou celle des déplacés à l'intérieur du pays, les enfants ont évidemment les mêmes besoins de base que les adultes en matière de sécurité, de santé et d'alimentation. Mais leur cas présente aussi des spécificités et une grande vulnérabilité. On peut classer leurs besoins en quatre catégories :

⁵ <http://www.unhcr.org/508671c36.html>

⁶ <http://www.caritas.org/activities/emergencies/ToughTimesAhead.html>

- **Les besoins médicaux** : le déplacement, le manque d'hygiène, la malnutrition, l'insalubrité fréquente des lieux d'hébergement et le stress lié à la violence sont la cause directe de nombreuses maladies. Les nourrissons sont particulièrement touchés par le stress et la malnutrition de la mère pendant et après la grossesse. Enfin, la totalité des enfants devrait faire l'objet d'une campagne de vaccination contre les maladies les plus courantes.
- **Les besoins alimentaires** : si ces besoins rejoignent ceux des adultes, la difficulté majeure consiste à se procurer les quantités de lait pour bébé adaptées au grand nombre de très jeunes enfants. Ce lait est évidemment plus onéreux que le lait ordinaire ou que le pain dont sont nourris beaucoup d'enfants plus âgés.
- **Les besoins scolaires** : une partie des enfants syriens est déscolarisée suite à la guerre en cours, soit parce que les écoles accueillent des déplacés et que les instituteurs sont partis, soit à cause du déplacement, et souvent du multi-déplacement, lui-même. Quelques écoles commencent à se constituer dans les camps mais avec peu de moyens et un manque crucial d'enseignants.
- **Les besoins psychologiques** : ce sont les besoins les moins répertoriés et les moins pris en compte. Pourtant, de toutes les régions frappées par la violence, parviennent des informations sur la situation de détresse psychologique des enfants. Les incontinenances urinaires, les états de frayeur, et les crises de larmes à répétition sont les symptômes les plus fréquents. En outre, parmi les centaines d'adolescents et d'adolescentes violés, un certain nombre de jeunes filles se sont, en outre, retrouvées mères, à 14 ou 15 ans, de l'enfant du viol.

Le dénuement dans lequel se retrouvent les familles de déplacés conduit les enfants soit à se livrer à la mendicité, soit à rechercher toutes sortes de petits travaux. Il arrive que la nécessité pousse à la petite délinquance puis à la criminalité.

Le régime, en essayant de sanctionner les opposants et en considérant que les déplacés font partie de cette population qui a osé contester son pouvoir absolu, empêche les secours d'arriver à eux. Aucune ONG installée en Syrie ne peut distribuer d'aide sans l'autorisation du pouvoir, qui détermine dans quelle région et par qui cette aide doit être distribuée. Les régions choisies ne sont évidemment pas celles où se trouvent les réfugiés. Le régime instrumentalise donc l'aide internationale pour se constituer des clientèles auxquelles il délivre les secours destinés aux réfugiés.

Les observateurs estiment à 80 % la part de l'aide internationale et, plus spécifiquement, de l'aide acheminée par la Croix rouge, qui est détournée par la corruption et l'instrumentalisation politique. Cela se déroule par le biais de la direction du Croissant rouge (CR) syrien, dont la neutralité laisse à désirer. Les agents du CR syrien qui souhaitent se conformer à leur mission sont contraints de le faire clandestinement.

Dès lors, les déplacés n'ont aucune confiance dans les agents des organisations de secours patronnées par le régime. Les ONG occidentales qui veulent aider effectivement les déplacés syriens doivent impérativement se mettre en contact avec les réseaux informels et les associations de soutien qui sont les seuls aujourd'hui à faire passer la totalité des aides reçues sur place. Ce sont les partenaires locaux fiables qui transmettent directement les aides aux divers comités de soutien.

Aujourd'hui, la situation a évolué en raison des pénuries de lait pour enfants et de médicaments. Pénuries dues aux fermetures ou aux destructions d'usines et d'entreprises spécialisées dans ces deux domaines. Les soins ou aides aux handicapés sont également devenus problématiques.

La répression implacable qui s'abat sur tout médecin prodiguant des soins aux déplacés ou soignant des blessés a réduit considérablement le nombre de médecins disponibles pour la population sinistrée, blessés inclus. Et lorsque les médecins sont là, ce sont souvent les médicaments qui manquent.

La vie en commun imposée par le déplacement et l'exil à des dizaines de milliers de familles soulève sur le terrain la question du **vivre ensemble** pour des gens qui viennent d'horizons divers, ruraux et citadins, turkmènes, kurdes et arabes.

Enfin, sous la contrainte de la réalité, le vécu des déplacés et la gestion de l'aide humanitaire témoignent de dynamiques qui sont également à l'œuvre dans toute la société syrienne et dont on ne peut prédire l'ampleur des conséquences sur la société de demain : émergence et autonomisation par rapport au politique d'une société civile ; permanence au quotidien de formes de solidarité transcommunautaire, alors même que des tendances à la fragmentation ethnique et communautaire, encouragées par le régime, se manifestent clairement ; apprentissage de l'altérité (en vue de la citoyenneté syrienne) et de la notion d'espace partagé ; recomposition familiale et lente modification des rapports entre hommes et femmes ; perturbations profondes du système éducatif à tous les niveaux.

A tous ces éléments de compréhension de la réalité des déplacés et des réfugiés, il faut en ajouter un, et non un des moindres : la nécessité impérieuse de répondre aux traumatismes psychologiques de tous ordres qui affectent la majorité des Syriens, et notamment les plus vulnérables : les enfants.

Quelles perspectives et quels espoirs ?

Étant donné la fermeture du système politique syrien et la répression qu'endurent les activistes politiques depuis des décennies, il existe un nombre significatif d'opposants syriens à l'étranger. Toutes les tendances sont présentes parmi les migrants syriens. Depuis le début de la révolution syrienne, plusieurs tentatives ont eu lieu afin de les regrouper pour préparer un avenir syrien en vue de la victoire de la révolution et la fin de la dictature.

A côté des activités politiques accrues entreprises par les migrants syriens, des initiatives plus concrètes voient le jour. Des technocrates, techniciens, scientifiques de toutes disciplines, des hommes d'affaires et des banquiers organisent des rencontres afin d'élaborer des **visions pour la Syrie de demain**⁷. Ces acteurs, dont une partie est peu politisée, cherchent à développer des projets concrets afin d'aider à la reconstruction après la chute du régime. Ainsi, les efforts pour mettre en place des commissions de vérité dans le cadre de la justice transitionnelle peuvent rassurer un grand nombre de Syriens et les éloignent du désir de revanche.

Le seul avantage éventuel de cette période d'attente de la liberté tant souhaitée consiste en la possibilité d'utiliser le temps disponible pour préparer l'avenir.

Après près de 20 mois de soulèvement populaire, le face-à-face se poursuit sans que le régime de Bachar Al Assad ne cède. Cependant, l'insurrection ne faiblit pas. L'escalade risque de précipiter le pays dans une «guerre civile». Les efforts du régime sont palpables pour transformer la guerre contre les civils en guerre civile. Le régime a recours à tous les moyens dans ce sens. Dès lors, le tissu social est menacé, malgré une résistance remarquable. Le communautarisme social en Syrie est présent depuis longtemps et il n'a jamais été conflictuel. Cependant, le pouvoir politique instrumentalise la question religieuse depuis les années 1970 et prend en otage les minorités.

Le discours divisionniste qui accompagne les pratiques de la répression risque de faire son chemin au sein de la société. Des efforts politiques et sociétaux sont nécessaires pour éviter à la Syrie de sombrer dans une telle forme de conflit et sortir de la logique de la réaction pour provoquer l'action.

Le régime a été conçu pour gérer une telle situation. La peur au sein de la classe dirigeante joue un rôle important dans la dissuasion d'un effritement du système. De plus, il est important de souligner

⁷ http://www.swp-berlin.org/en/publications/swp-comments-en/swp-aktuelle-details/article/the_day_after_democratic_transition_in_syria.html

que le régime a un pilier social qu'il a réussi à élever et alimenter durant des décennies par la distribution des privilèges et la rente de la corruption.

D'un autre côté, les projets politiques proposés par l'opposition syrienne arrivent difficilement à rassurer la partie «silencieuse» de la société. Celle-ci n'est pas acquise au pouvoir, mais elle ne peut pas franchir le mur de sa peur de l'instabilité et de l'inconnu tant que le projet alternatif traîne le pas.

S'ajoute à ce canevas complexe au niveau interne la dimension régionale et internationale. Le rôle de la Russie et de l'Iran est crucial dans le maintien du statu quo. L'intervention étrangère de l'Iran et de la Russie contribue à la consolidation de la vision répressive au sein du pouvoir qui, en s'appuyant sur un support étranger, perdure dans sa politique sécuritaire et ses pratiques sanguinaires.

Les Russes négocient d'autres dossiers au prix de nouvelles victimes syriennes. Ils ont le sentiment d'avoir été «lésés» sur la scène internationale depuis l'effondrement du bloc soviétique. Pour eux, il est temps d'effectuer un rattrapage et d'effacer l'humiliation. Or, deux facteurs essentiels émergent de la révolte arabe en général : l'islam politique et la démocratie. Tous les deux présentent une source de crainte pour la Russie, dont le système politique est loin d'être une réelle démocratie et où la présence de plus que 25% de musulmans au sein de la population ne simplifie pas la gestion communautaire.

L'issue de la crise en Syrie dépendra de la résistance civile et de la mobilisation politique. Les Syriens sont capables de prouver leur attachement à la première. La militarisation involontaire provoquée par la répression sanglante ne prive pas la contestation de sa nature pacifique et citoyenne. Une adhésion au mouvement de résistance de plus en plus importante parmi les fractions de la société qui étaient dans les rangs de «l'hésitation» a été constatée. En revanche, le projet politique alternatif est un élément fondamental pour rassurer sur l'avenir. L'opposition politique avait consommé beaucoup d'énergie dans ses conflits internes et dans l'égoïsme de certaines de ses figures.

Plusieurs décennies sans pratique ni culture politiques, l'exil et l'emprisonnement d'activistes, le développement naturel d'une culture de soupçon et de méfiance au sein de la société en général et chez les opposants en particulier, sont des facteurs qui ne favorisent pas la création d'une opposition efficace et soudée. Cependant, il est aussi normal que des divergences politiques et tactiques trouvent leur place dans n'importe quelle instance qui œuvre pour un avenir «démocratique» de son pays.

La création d'une Coalition Nationale Syrienne pour la Révolution et l'Opposition début novembre 2012 permettra à l'opposition politique d'améliorer son action et de rendre sa démarche plus efficace. Un tel projet contribuera à consolider la position des Syriens et leur permettra de voir l'avenir loin des confrontations et de la répression.

Les Syriens ont longtemps beaucoup espéré de la communauté internationale. La déception est très forte et est doublée d'un sentiment de démission et d'indifférence. Les sociétés civiles internationales peuvent compenser le vide laissé par l'absence de décision politique. Les Syriens ont prouvé leur capacité à résister. Les différentes formes de résistance qu'ils ont pu «inventer» durant les 20 derniers mois leur permettront de consolider leur endurance face à la souffrance. Il est ainsi important de compter sur leur conscience politique et sociétale afin d'éviter de sombrer dans un conflit communautaire voulu et orchestré par le régime.

Même si la conscience nationale est assez développée au sein du mouvement contestataire et que toutes les manifestations pacifiques affichent sans ambiguïté l'unité nationale, force est de constater que la peur d'un développement vers la **division sectaire** gagne du terrain. Elle est l'œuvre explicite du régime et de ses outils à tel point que les religieux qui produisent un discours unificateur destiné à rassurer les autres communautés se font arrêter.

Ce jeu dangereux de la part des autorités sème un certain doute dans les rangs de la « minorité silencieuse », malgré les tentatives acharnées des intellectuels de l'opposition pour essayer d'expliquer cette instrumentalisation des différences religieuses et alerter la société du danger d'une telle manipulation. Cette manipulation, qui essaye de renvoyer le mouvement contestataire au « salafisme

« jihadisme », réussit parfois à gagner les esprits réticents dans la société syrienne, mais aussi dans les cercles diplomatiques de certaines chancelleries occidentales.

La Syrie fera face à plusieurs défis dans l'avenir très proche, parmi lesquels une **guerre contre les civils** qui risque de se transformer en **guerre civile**. Le pouvoir, avec la complicité active ou passive de la « communauté » internationale, favorise un tel renversement de situation, qui entraînerait le pays vers un avenir plus complexe et plus incertain. Pour échapper à une telle situation, le travail des forces de la société civile se renforce de façon méthodologique bien avant le changement souhaité.

Un deuxième défi découle d'une situation humanitaire catastrophique qui ne cesse d'interpeler la conscience internationale endormie. Les déclarations et les bonnes intentions n'alimentent pas les affamés et n'abritent pas les réfugiés. Les retombées néfastes d'une telle situation risquent d'avoir des impacts très profonds sur la société syrienne, ainsi que sur les pays avoisinants.

A la sortie de cette « crise », la situation économique en Syrie atteindra un niveau catastrophique avec tout ce que cela peut engendrer au niveau de la sécurité humaine. Dès lors, un plan « Marchal » est nécessaire et il doit avant tout s'appuyer sur la diaspora syrienne déjà engagée dans l'aide humanitaire, ainsi que sur les donateurs étrangers.

La transition démocratique sera un long processus pour enrayer cinq décennies d'absence totale de pratique politique et pour remplacer la culture de la peur par un engagement citoyen. La façon dont les Syriens arriveront à concrétiser la fin de la dictature sera déterminante pour l'issue du processus démocratique durant les années à venir.

Les chantiers seront énormes en nombre et en dimension. La reconstruction du tissu social, qui a été méthodiquement fissuré, nécessitera un travail minutieux au sein d'une société civile émergente. L'économie qui a été spoliée et corrompue durant des décennies aura besoin d'un plan rigoureux de restructuration nationale. Pour ce faire, il est indispensable de rassurer la société dans son ensemble par l'application d'une justice transitionnelle efficace et par une série de réformes dans plusieurs domaines tels que la justice, la sécurité et les forces armées.

Dans ce processus de reconstruction d'une société civile, même si les intérêts prédominent et que les relations internationales ne fonctionnent pas avec une logique de charité et de principes moraux, l'implication des pays riches (pour ne plus dire la communauté internationale qui est un concept farfelu), est inévitable. Après une indifférence aigüe, et pour se racheter, ces pays pourront investir dans la reconstruction d'une Syrie dévastée.